

Recherches sociographiques



Un immigration de la onzième heure : les Latino-Américains

Jean-Pierre Gosselin

Volume 25, Number 3, 1984

Immigrants

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056115ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056115ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gosselin, J.-P. (1984). Un immigration de la onzième heure : les Latino-Américains. *Recherches sociographiques*, 25(3), 393–420. <https://doi.org/10.7202/056115ar>

Article abstract

L'immigration latino-américaine au Québec date surtout du milieu des années soixante-dix. À partir de données statistiques et d'entrevues au sein des différentes communautés hispanophones de Montréal, l'article propose un aperçu d'ensemble sur les conditions d'émigration, d'installation et d'intégration à la société québécoise. Le cas des Chiliens et celui des Colombiens est analysé plus en détail. Les premiers sont les plus nombreux, les mieux intégrés économiquement et les plus dynamiques socio-politiquement. Seconds en importance numérique, les Colombiens se sont aussi dirigés proportionnellement plus vers le Québec que vers le reste du Canada; ils représentent une immigration de type strictement économique. Dans l'ensemble, les Latino-Américains sont en voie d'intégration à la majorité francophone; ils ne forment pas une communauté latino-américaine globale.

UNE IMMIGRATION DE LA ONZIÈME HEURE : LES LATINO-AMÉRICAINS *

L'immigration latino-américaine au Québec date surtout du milieu des années soixante-dix. À partir de données statistiques et d'entrevues au sein des différentes communautés hispanophones de Montréal, l'article propose un aperçu d'ensemble sur les conditions d'émigration, d'installation et d'intégration à la société québécoise. Le cas des Chiliens et celui des Colombiens est analysé plus en détail. Les premiers sont les plus nombreux, les mieux intégrés économiquement et les plus dynamiques socio-politiquement. Seconds en importance numérique, les Colombiens se sont aussi dirigés proportionnellement plus vers le Québec que vers le reste du Canada; ils représentent une immigration de type strictement économique. Dans l'ensemble, les Latino-Américains sont en voie d'intégration à la majorité francophone; ils ne forment pas une communauté latino-américaine globale.

Terre d'immigration pendant des siècles, l'Amérique latine est aujourd'hui un continent que l'on fuit. Le Chili a souffert l'exode de deux cent mille personnes en quelques années. L'Uruguay a perdu un cinquième de sa population. Un million de Mexicains tentent chaque année de s'établir aux États-Unis. La guerre en Amérique centrale a produit des dizaines de milliers de réfugiés.

Cet exode massif tient à deux causes principales. La première est la détérioration des conditions de vie dans des pays pourtant extrêmement riches. En Amérique latine, cent dix millions de personnes vivent dans une pauvreté difficilement imaginable pour un Occidental: 49% des Honduriens, 42% des Brésiliens, 43% des Colombiens, notamment, perçoivent un revenu inférieur au

* Cette étude a été réalisée à partir d'entrevues menées au sein des différentes communautés hispanophones de Montréal, et en utilisant les données quantitatives du recensement fédéral de 1981. Parmi les quelques articles publiés au Québec sur l'immigration latino-américaine, on peut citer: Juan C. AGUIRRE, « Acerca del exilio, feminismo y... del machismo-leninismo », *Dialogo*, III, 12, hiver 1982: 20-22. Jaime LAMBIAS-WOLFF, « Les étapes de l'exil: les Chiliens au Québec », *Possibles*, V, 2, 1981: 113-127. Véronique ROBERT, « Montréal latino », *L'Actualité*, VIII, 11 novembre 1983: 60-70.

coût d'une alimentation minimale. Ces conditions, qui sont liées à l'existence de structures sociales archaïques fondées sur l'exploitation du plus grand nombre par une minorité de possédants, ont été aggravées ces dernières années par la crise économique et la chute du prix des matières premières. Quelques chiffres traduisent bien cette dégradation : en Argentine, le taux d'inflation est de 400 % en 1983 ; au Pérou sévissent une inflation de 150 % et un taux de chômage de 30 % ; au Chili, il y a un tiers de chômeurs au sein de la population active. Au Mexique et au Vénézuéla, pays producteurs de pétrole, la dette extérieure menace la stabilité même du système économique mondial et a provoqué une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs de l'ordre de 40 % en quelques années.

À la dégradation des conditions de vie s'ajoute le poids d'une répression implacable : trente mille disparus durant la « sale guerre » argentine ; trente mille morts au Chili pendant les premiers mois de la dictature Pinochet ; quinze mille personnes, principalement des Indiens, assassinées au Guatemala sous le règne du général mystique Rios Montt ; des milliers de morts chaque année au Salvador.

Simon Bolivar, le grand combattant de l'indépendance, avait jadis prophétisé : « Jamais ne serons-nous heureux. » Un siècle et demi plus tard, ses paroles n'ont toujours pas été démenties. Aujourd'hui, c'est par millions que les Latino-Américains quittent leurs pays. Ils quittent un système qui ne leur offre aucune chance de promotion sociale ; ils fuient la misère ; ils fuient la mort promise à ceux qui n'acceptent pas l'ordre des choses... Selon la belle formule d'Eduardo Galeano, « les veines ouvertes de l'Amérique latine » dispensaient au monde les richesses de sa terre : « ses fruits et ses profondeurs riches en minerais, les hommes et leur capacité de travail et de consommation, toutes les ressources naturelles et humaines. »¹ Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les richesses de l'Amérique latine qui s'échappent de ses veines, ce sont aussi les fils de ce continent, sa force vivante, son cœur et ses bras.

Aux États-Unis, les immigrants latino-américains constituent une nouvelle force économique et politique. Ils sont plus de quinze millions, dont une bonne proportion d'illégaux (en majorité Mexicains) surtout concentrés en Floride, en Californie, au Texas, au Nouveau-Mexique, mais aussi dans les grandes métropoles industrielles du Nord — principalement New York. Ils occupent encore le bas de l'échelle mais leur importance croît avec leur nombre, et le vote « hispano » est une réalité dont les politiciens devront de plus en plus tenir compte. L'expansion foudroyante de l'usage de l'espagnol constitue même une menace que l'on commence à dénoncer dans certains milieux de droite, y inclus la Maison Blanche du président Reagan.

1. Eduardo GALEANO, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Plon, 1981, 468p.

Au Canada anglais, les Latino-Américains se retrouvent surtout à Toronto, où l'on dénombre vingt-cinq mille Équatoriens, quinze mille Colombiens, dix mille Argentins, etc. Au total, ils seraient près de soixante-dix mille.²

A) *Les Latino-Américains au Québec*

Combien y a-t-il de Latino-Américains au Québec? Établir un chiffre précis n'est pas chose facile. Le premier problème, et non le moindre, est que les différentes catégories utilisées au recensement ne sont d'aucune utilité. Sous la rubrique « origine ethnique », par exemple, on retrouve des Latino-Américains d'origine « latino » mais aussi espagnole, indienne, allemande, française, italienne, etc. Et pour ce qui est de la catégorie « lieu de naissance », elle n'inclut pas les Latino-Américains de la deuxième génération, qui sont à coup sûr très nombreux.

L'autre problème est celui de l'immigration illégale, sur laquelle on ne possède évidemment aucune donnée précise. Des estimations minimums font état de dix mille Latino-Américains qui se seraient établis au Québec sans statut légal. Leur nombre est en tout cas assez important pour rendre vaine toute tentative de quantification exacte de la population québécoise d'origine latino-américaine. Tout au plus peut-on se contenter d'approximations : au minimum, cette population se chiffrerait à quelque quarante mille individus, incluant tant les *indocumentados* (immigrants sans papier) que ceux de la deuxième génération. Mais le nombre exact est possiblement beaucoup plus élevé : on a parfois avancé le chiffre de soixante mille. Voici, à titre indicatif, les données du recensement de 1981 quant au pays de naissance. (Nous avons utilisé l'ordre décroissant.)

TABLEAU I

Pays de naissance des immigrants d'origine latino-américaine, Québec, 1981.

Chili	3 900	Équateur.....	410
Colombie.....	1 805	République dominicaine	260
Argentine.....	1 580	Cuba.....	210
Pérou.....	1 145	Bolivie.....	175
Mexique.....	960	Honduras.....	150
Salvador.....	875	Panama.....	115
Uruguay.....	780	Costa-Rica.....	55
Guatemala.....	690	Nicaragua.....	50
Vénézuéla.....	625	Paraguay.....	30

SOURCE: Statistique Canada, *Recensement de 1981*.

2. Liane HELLER, « Together despite differences », *Toronto Star*, 4 août 1983, p. D1.

Ces pays sont ceux de l'Amérique hispanophone. Ont été exclus de la recherche les immigrants en provenance du Surinam (néerlandophone), du Brésil (lusophone), de la Guyane (francophone), ainsi que de Bélize et de la Guyana (anglophones), qui n'ont de toute façon fourni, à l'exception de la Guyana, qu'un très faible contingent d'immigrants au Québec.

1. *L'immigration*

Le tableau 2 nous indique, par pays de naissance, le nombre d'immigrants latino-américains admis chaque année au Québec depuis 1971 et au Canada depuis 1974, première année où de telles données sont disponibles. Ces statistiques démontrent bien que l'immigration latino-américaine est un phénomène récent au Québec. Jusqu'en 1968, le Ministère de l'immigration du Québec ne la recensait que sous deux rubriques générales, « Amérique centrale » et « Amérique du Sud », comme l'a fait le ministère fédéral jusqu'en 1974. Il ne valait apparemment pas la peine de faire le détail, tellement cette immigration était minime.

Pour la plupart des pays d'origine, notre tableau indique un brusque saut quantitatif à partir de 1973. Cette donnée ne témoigne pas d'une soudaine poussée d'intérêt des Latino-Américains pour le Québec et le Canada. Deux facteurs entrent ici en ligne de compte: d'une part, l'afflux de réfugiés, non seulement chiliens, mais aussi argentins, uruguayens, etc.; d'autre part, l'incidence du programme « Mon pays », qui visait à légaliser la situation des nombreux immigrants clandestins (surtout Colombiens).

Cette augmentation du nombre d'immigrants légaux a duré deux ans, jusqu'à ce que la courbe retombe, à partir de 1975, sauf pour quelques pays d'origine, comme le Chili. On remarquera cependant que, pour l'ensemble du Canada, la croissance dure encore un an avant de s'arrêter tout à fait. Depuis ce temps, le nombre d'immigrants latino-américains a diminué d'année en année, au Canada comme au Québec. Mais, vu la persistance certaine de l'immigration illégale depuis 1975, il serait pour le moins aléatoire de parler d'une diminution constante du nombre des immigrants latino-américains. Il faut par ailleurs signaler que la diminution de l'immigration officielle en provenance d'Amérique du Sud s'accompagne d'une légère augmentation du côté de l'Amérique centrale, à cause des conflits qui sévissent dans cette région depuis 1979. Ces nouveaux immigrants viennent pour la plupart du Guatemala et du Salvador et ils ont généralement le statut de réfugiés.

Les pays d'où viennent le plus grand nombre d'immigrants ne sont pas nécessairement les plus peuplés. Le Chili, avec ses dix millions d'habitants, a fourni le plus important contingent. L'Uruguay, qui ne compte que trois millions d'habitants, devance le Vénézuéla (treize millions) et l'Équateur (huit millions). Dans un cas comme dans l'autre, l'explication se trouve dans le

facteur politique. D'autres éléments entrent en ligne de compte : si le Mexique, avec ses soixante-neuf millions d'habitants, n'a envoyé que si peu d'immigrants au Canada, c'est parce que l'émigration mexicaine est généralement à destination des États-Unis, pour une raison évidente. Le Vénézuéla est un faible exportateur de main-d'œuvre parce qu'il est le pays le plus riche d'Amérique latine. Jusqu'à une date récente, il était même le seul à attirer une immigration autre que politique, drainant du côté de la Colombie et des Antilles des centaines de milliers de personnes attirées par l'odeur du pétrole.

Si l'on compare les données québécoises et canadiennes, on remarque que les Péruviens (35.3%) et les Colombiens (34.3%) s'installent au Québec plus volontiers que dans les autres provinces. Les Chiliens et les Argentins ont une place qui est proportionnelle à celle que le Québec occupe dans l'ensemble canadien (25% et 22.4% respectivement), cependant que d'autres communautés, tels les Mexicains (14.6%) et les Équatoriens (8%) préfèrent nettement les provinces anglophones. Parmi les groupes d'immigration plus récente, on notera que les Salvadoriens (qui viennent immédiatement derrière les Mexicains en nombre absolu) choisissent le Québec dans une proportion de 47%. Il nous a été suggéré que ce phénomène était dû à une politique beaucoup plus militante du gouvernement québécois en faveur des réfugiés centre-américains depuis quelques années — on a cité l'action du représentant québécois à l'ambassade de Mexico. Mais pourquoi le Québec reçoit-il une si faible proportion des Mexicains ou des Équatoriens qui immigrent au Canada? Nous n'en savons encore rien, en l'absence d'une recherche qui aurait été menée à l'échelle nationale.

On imagine volontiers que les Latino-Américains, comme les immigrants issus des pays du bassin méditerranéen, sont majoritairement d'origine paysanne. Ce n'est en fait que très rarement le cas. La structure de production agricole de l'Amérique latine est basée sur la grande propriété, le *latifundo* : les petits paysans qui pourraient posséder le capital nécessaire pour émigrer vers l'Amérique du Nord ne sont pas nombreux. L'émigration paysanne se fait plutôt au profit des villes, qui ont absorbé, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, des millions de travailleurs agricoles sans emploi. Seul le Mexique exporte ses paysans aux États-Unis : ils n'ont que la frontière à franchir — clandestinement, dans la plupart des cas. Notons cependant que le conflit en Amérique centrale commence à changer un peu cette donnée de base.

Immigration urbaine, donc, que celle que nous recevons au Québec. Ce sont en majorité des travailleurs non spécialisés, des techniciens, mécaniciens, etc. Toutefois, les immigrants venus du cône sud de l'Amérique du Sud (Chili, Uruguay, Argentine), sont souvent plus qualifiés : ouvriers spécialisés, enseignants, ingénieurs, etc. À cela deux explications : d'abord le fait que ces pays soient dotés de structures économiques et sociales beaucoup plus « occidentales », ce qui justifie l'existence d'une bourgeoisie urbaine plus importante que

République dominicaine	11	10	27	34	18	18	14	16	18	20	55	55
Canada				56	25	42	38	36	29	45	55	55
Argentine	44	47	258	222	143	167	159	125	102	74	118	176
Canada				1 088	674	753	717	511	414	360	436	436
Bolivie	16	16	33	14	28	23	11	10	7	14	14	10
Canada				56	78	48	32	27	26	43	54	54
Chili	54	54	134	672	753	499	426	615	404	379	240	373
Canada				2 104	3 127	2 776	2 249	2 043	1 310	1 257	1 081	1 081
Colombie	96	96	347	338	314	283	185	152	136	80	143	131
Canada				1 044	1 068	768	520	409	326	283	342	342
Équateur	20	20	63	115	48	66	30	32	35	20	19	15
Canada				1 848	1 648	1 125	557	418	283	239	217	217
Paraguay	2	2	2	2	3	3	6	4	3	3	11	1
Canada				242	246	202	133	108	73	53	35	35
Pérou	63	63	182	166	108	147	123	105	107	116	151	188
Canada				377	366	445	323	266	354	322	452	452
Uruguay	51	51	78	115	126	71	58	59	80	28	31	77
Canada				587	633	468	312	275	227	129	147	147
Vénézuéla	30	30	37	41	25	22	12	27	11	13	29	45
Canada				129	126	82	56	79	51	84	111	111

SOURCES: *Annales statistiques*, Ministère de l'immigration du Québec et Ministère de l'immigration du Canada.

dans le reste de l'Amérique latine ; ensuite, la férocité de la répression qui y a eu cours dans les années soixante-dix, entraînant l'exil de la fraction la plus politisée de cette bourgeoisie. Ces deux éléments sont d'ailleurs connexes : structure sociale plus développée, expliquant un niveau de lutte plus élevé, déterminant à son tour une répression plus sévère.

2. *L'installation*

L'immigration latino-américaine est majoritairement installée dans la région de Montréal, ce qui ne saurait surprendre puisque la même tendance se retrouve dans toutes les communautés immigrantes. Avant-derniers d'une longue liste de communautés — ils précèdent les Indochinois — les Latino-Américains occupent des quartiers et des emplois qui furent auparavant ceux des Italiens, des Polonais, des Grecs, des Portugais... et qui le sont encore en bonne partie dans le cas des deux derniers groupes. La plus forte concentration se retrouve sur le Plateau Mont-Royal, traditionnellement quartier de première implantation pour les immigrants pauvres. À d'autres époques, les Juifs, les Allemands et les Polonais y ont été nombreux. Les Portugais et les Espagnols ont suivi, cependant que les Grecs s'installaient un peu plus au nord. Depuis dix ans, les Latino-Américains y tentent leur intégration au Québec. Ce quartier est doté d'un bassin de logements à prix modiques — bien que ce caractère change à cause de l'actuel processus de « gentrification » — vieux mais parfois relativement grands (six à huit pièces), qui convenaient parfaitement au type d'immigration représenté par les Latino-Américains.

Notons également l'existence, dans ce quartier, d'une infrastructure commerciale adaptée aux besoins d'une population immigrante, dont le noyau central est le boulevard Saint-Laurent avec ses boutiques bon marché et ses épiceries et autres commerces d'alimentation aux étalages beaucoup plus diversifiés que partout ailleurs à Montréal. Les Latino-Américains y ont également leur paroisse, leurs centres de services sociaux, des restaurants et discothèques, et jusqu'au terrain de soccer où ils se retrouvent nombreux le dimanche. Mais ces éléments ne donnent pas au quartier, ne serait-ce que partiellement, un visage latino-américain : rien de comparable à cette évidente identité grecque ou portugaise de certains secteurs ou artères dans la ville. Les Latino-Américains ne sont pas suffisamment nombreux pour pouvoir véritablement imprimer leur marque sur l'allure physique et sociale du quartier.

De surcroît, les Latino-Américains ont déjà commencé à essaimer dans d'autres quartiers et zones du Montréal métropolitain. On les retrouve nombreux dans Côte-des-Neiges, dans Villeray, dans Saint-Michel, dans Saint-Henri, ainsi qu'à Laval, Longueuil et Brossard. Cet éparpillement, cependant, qui s'est effectué beaucoup plus rapidement que pour les autres communautés immigrantes en général, n'est certainement pas lié à la progression économique des Latino-Américains.

Plusieurs des immigrants plus favorisés en provenance du cône sud ont relativement réussi leur intégration sur le plan économique. Chez les Chiliens, par exemple, on recensait en 1981 une centaine d'enseignants et soixante membres du personnel médical. Par comparaison, les Colombiens, qui constituent le deuxième groupe en importance numérique, ne comptaient que dix enseignants et vingt-cinq membres du personnel médical.³ Il s'en faut toutefois de beaucoup pour que tous les immigrants instruits aient retrouvé ici une place équivalente à celle qu'ils occupaient dans leur pays. Certains y ont mis le temps, après avoir recommencé au bas de l'échelle ; beaucoup d'autres n'y sont jamais parvenus.

L'industrie manufacturière est le secteur de travail où l'on retrouve le plus de Latino-Américains ; ils y sont surtout concentrés dans le textile, l'habillement et la bonneterie. Selon les communautés, la proportion de travailleurs employés dans ce secteur varie de 28% à près de 50% (cas des Colombiens). Les statistiques officielles ne nous donnent toutefois qu'une fausse mesure : c'est en effet dans ce même secteur que se retrouvent la plupart des immigrants illégaux. En majorité, il s'agit de femmes qui travaillent dans le vêtement pour dames — zone grise typique de la force de travail immigrante, où l'on note un très faible taux de syndicalisation. La plupart de ces femmes travaillent chez elles, ce qui est une façon d'échapper à la loi mais aussi de perpétuer la structure familiale patriarcale.

En dehors de l'industrie manufacturière, les plus fortes concentrations de travailleurs latino-américains se retrouvent dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration, du commerce et des services. Remarquons cependant que, là aussi, les statistiques sont trompeuses : les services d'entretien et le service domestique absorbent en effet la plupart des immigrants illégaux qui ne sont pas dans l'industrie manufacturière. Pour ce qui est du service domestique, il s'agit là aussi d'un personnel féminin dans la plupart des cas.

Il existe une classe moyenne latino-américaine, celle qui s'est installée dans les banlieues ; elle est composée d'ouvriers spécialisés (menuisiers, électriciens, mécaniciens), de travailleurs de la restauration, de techniciens, employés de services, etc. On peut aussi parler d'une petite bourgeoisie commerçante, mais encore au stade embryonnaire, et incapable de donner une véritable impulsion à la communauté. On y retrouve pêle-mêle un boucher, un épicier ou deux, un dépanneur, des boulangers, des propriétaires d'agence de voyage, de « buanderette », un marchand de machines à coudre, des restaurateurs. Aux niveaux supérieurs de la stratification sociale se profilent, enfin, des médecins, architectes, ingénieurs, etc., qui ont souvent coupé tout contact avec leur communauté d'origine.

3. Statistique Canada, *Recensement de 1981*.

Lors du recensement de 1981, le taux de chômage officiel chez les Latino-Américains était déjà plus élevé (13.6%) que dans l'ensemble de la population québécoise. La récession ayant frappé dans toute sa rigueur à partir de cette année-là, on peut à coup sûr estimer qu'il a progressé de quelques points depuis lors, d'autant plus qu'un des secteurs les plus touchés a été celui du textile. Par ailleurs, le chômage des femmes était déjà plus important que celui des hommes au sein de cette population (20.5% contre 11.8% chez les Chiliens, par exemple), et cette disparité n'aura pu que s'accroître.

3. *L'impossible unité*

Il existe un grand nombre de problèmes d'adaptation qui sont communs à la plupart des communautés d'immigrants : intégration économique et sociale, difficulté de communication, choc des valeurs, fossé entre parents et enfants, perte progressive de l'identité, etc. Les Latino-Américains, en outre, ont été particulièrement marqués par le problème spécifique au statut de réfugié politique, ainsi que par le heurt des nouvelles conditions de vie sur l'idéologie machiste. Les problèmes de couples liés à ce phénomène typiquement latino-américain se traduisent par un taux de divorce de 60%, selon des estimations de travailleurs sociaux de la communauté.

Ce qui affecte peut-être le plus les Latino-Américains comme communauté, toutefois, c'est que le terme « communauté », dans leur cas, n'est justement qu'une étiquette commode. En réalité, il n'existe pas de communauté latino-américaine : il existe seulement des immigrants venant de près de vingt pays et qui n'ont souvent en commun que la langue espagnole. L'unité de l'Amérique latine ne s'est réalisée que sous la domination espagnole. Le grand rêve du *libertador*, Simon Bolivar, ne s'est jamais concrétisé : le *peccado original* de la séparation hante aujourd'hui encore la conscience des Latino-Américains, même ceux de la diaspora.

Les immigrants du cône sud, souvent plus instruits et politisés, ont une conscience plus aigüe de leur appartenance à l'ensemble latino-américain. Conscience, il faut le dire, qui ne s'est souvent développée que dans l'immigration, où une latino-américanité théorique peut enfin prendre chair au contact d'immigrants de toutes nationalités. À côté de ce groupe, une grosse majorité d'immigrants latino-américains ne sont venus au Québec que pour trouver le mieux-être. Pour ceux-là, le concept de latino-américanité demeure très flou. Certes, ils fréquentent — au football ou à l'église — des gens venus d'autres pays d'Amérique latine, mais ces contacts n'ont pas un caractère quotidien et ne peuvent donc susciter de véritable prise de conscience. Le manque d'unité des Latino-Américains s'est ainsi traduit, pendant de nombreuses années, par l'absence d'une organisation qui aurait pu chapeauter l'ensemble de leurs associations. Ce n'est qu'au printemps 1984 qu'une telle fédération a été créée.

L'absence d'un véritable organe de presse est un autre exemple de ce manque d'unité des Latino-Américains. Le seul exemple que l'on puisse citer, *Hispano America*, a survécu avec difficulté pendant quelques années, paraissant de façon sporadique jusqu'en 1980, avec de longs moments de silence qui pouvaient durer des mois. Les commandites n'affluaient pas — en l'absence d'une classe de commerçants et de professionnels suffisamment large — et les lecteurs étaient rares. Le journal avait pourtant le ton populiste qui caractérise généralement les organes des minorités culturelles, où carnet mondain et recettes de cuisine voisinent les commentaires politiques. Après la disparition d'*Hispano America*, le relais a été pris, pour quelques numéros, par *Impacto latino-americano*. En 1984, subsistent la revue *Commentarios*, éditée par un Chilien, et *El Correo*, qui paraît depuis le printemps, à laquelle collaborent principalement des Chiliens, mais aussi des gens d'autres nationalités. L'une et l'autre revues publient surtout des nouvelles et commentaires sur l'Amérique latine et ne reflètent que rarement la vie du groupe latino-américain au Québec.

Toujours dans le domaine des médias, on relève l'existence d'une émission de télévision communautaire, dont le producteur est une corporation regroupant quelque trente-sept organismes divers. Latino-Vision diffuse huit heures par semaine et offre une programmation à plusieurs volets : nouvelles, culture, information pour les immigrants et réfugiés. Ses promoteurs visent à faire connaître la réalité latino-américaine mais aussi à réaliser une réflexion collective sur l'intégration des Latino-Américains au Québec. Handicap de taille : il faut être abonné à la câblo-distribution pour capter l'émission, ce qui n'est certainement pas le cas de la majorité des Latino-Américains de Montréal.

C'est sans doute la radio qui constitue le plus important véhicule d'expression latino-américaine. Radio-Centreville CINQ-FM diffuse une heure et demie par jour en espagnol : musique, nouvelles de l'Amérique latine et des Latino-Américains de Montréal, activités communautaires, etc. Un des principes de base des animateurs de l'équipe hispanophone est de stimuler l'organisation de la communauté ; une large place est faite aux activités sportives, culturelles et politiques. Tous les groupes sont donc invités à utiliser la radio pour s'annoncer, sauf ceux qui seraient trop ouvertement de droite. Diffusant sur le Plateau Mont-Royal, l'émission hispanophone de Radio-Centreville rejoint une grande partie de la communauté latino-américaine. L'audience n'a jamais pu être évaluée faute de moyens, mais il est certain qu'elle est très vaste. (Elle inclut d'ailleurs certainement un grand nombre de francophones qui parlent espagnol, ou aiment la musique et la culture latino-américaines.) De par son impact, Radio-Centreville constitue le premier facteur de formation d'une conscience latino-américaine. L'équipe de producteurs vient de plusieurs pays et essaie de ne privilégier aucun groupe national dans la publicité des activités.

Il faudrait aussi parler de théâtre, des quelques troupes latino-américaines que compte Montréal. Leur impact n'est pas très grand. Elles n'attirent en

général qu'une même minorité plus instruite et politisée. Signalons toutefois la tentative du dramaturge chilien Jaime Silvas de faire un théâtre qui s'adresserait directement aux Latino-Américains d'ici, et ce en faisant jouer des acteurs québécois et latinos, et en utilisant le « fragnol », cet espagnol corrompu par le français que beaucoup parlent ici, surtout les jeunes.

Plus que le théâtre et que toute autre activité culturelle, le football constitue un lien entre les Latino-Américains de toutes nationalités. On retrouve huit équipes de soccer, quatre chiliennes, une guatémaltèque, une péruvienne, une colombienne et une uruguayenne. À la belle saison, les matchs joués la fin de semaine aux parcs Jeanne-Mance, Jarry ou Henri-Julien constituent la véritable activité communautaire des Latino-Américains. Cela n'a pas échappé à la fraction politisée, qui a dès les tout débuts tenté de récupérer cette activité à des fins politiques.

Il faudrait enfin parler de la religion. Il existe une paroisse latino-américaine depuis novembre 1979, qui partage une église du quartier Saint-Louis avec la Mission espagnole. Aux dires de son curé, elle serait fréquentée régulièrement par quelque sept cents Latino-Américains. La plupart seraient cependant des gens de plus de quarante ans avec de jeunes enfants. Comme c'est souvent le cas dans l'immigration, la pratique religieuse a une signification plutôt sociale et l'église est un endroit où on se retrouve entre Latino-Américains le dimanche. Beaucoup d'hommes qui ne fréquentaient pas l'église chez eux le font volontiers ici pour des raisons qui ont peu à voir avec la foi. Confirmant cette vocation, l'église de la rue Rachel est aussi le cœur d'un réseau d'activités sociales et culturelles. L'édifice abrite le CIPE (Centro de informacion para Españoles), un centre de services sociaux originalement prévu pour desservir la communauté espagnole mais qui a maintenant une clientèle plutôt latino-américaine.

Il existe encore cinq centres de services sociaux (y compris le CIPE). La plupart fonctionnent avec assez de difficulté, subsistant à l'aide de subventions fédérales, provinciales ou de dons des autorités religieuses. Ces centres offrent différents types de services (interprétariat, contacts avec l'administration, recherche de logement, d'emploi, dépannage d'urgence, cours de langue, *counselling* familial, etc.). Reflet de la désunion de la communauté latino-américaine, ces différents organismes se font concurrence dans les demandes de subvention, au lieu de tenter de regrouper leurs forces et leur représentativité. Si certains, comme le CLAM (Carrefour latino-américain) sont plus politiques, plus militants, d'autres, comme le Centre d'aide hispano-américain, se veulent des organismes humanitaires, sans plus. Cette dichotomie recoupe assez bien celle que l'on retrouve dans l'ensemble de la communauté, entre immigrants « politiques » et immigrants « économiques ». En dépit de cette concurrence qu'ils se font parfois, ces centres de services sociaux constituent eux aussi un

lieu de rassemblement de la communauté. C'est particulièrement le cas du CLAM, qui rassemble sous son toit plusieurs groupes de tous genres.

Plusieurs éléments sont donc là, de la radio au soccer en passant par l'église, qui constituent autant de ferments d'une éventuelle intégration des Latino-Américains dans une communauté qui ne serait pas qu'une désignation sociologique. Rêve de l'unité qui n'est peut-être bien qu'une fiction généreuse, entretenue par une minorité d'activistes... Des handicaps majeurs subsistent d'ailleurs : ces différences importées d'Amérique latine, l'opposition entre les deux types d'immigration, la dispersion des Latino-Américains dans plusieurs quartiers de la ville, ainsi que la méfiance de beaucoup d'entre eux à l'égard de tout ce qui tendrait à les singulariser comme groupe.

B) *L'immigration chilienne*

L'histoire récente du Chili est trop connue pour qu'il vaille la peine de s'y attarder. Rappelons seulement qu'à la différence de la plupart des autres pays d'Amérique latine, le Chili avait connu, jusqu'en 1972, une longue tradition démocratique. Le coup d'état militaire de septembre 1973 en sera d'autant plus surprenant qu'il sera particulièrement féroce. En une semaine, douze mille personnes vont disparaître, assassinées par cette armée que l'on disait la plus légaliste du continent ; vingt mille autres seront emprisonnées dans des conditions infra-humaines, soumises à la torture et aux humiliations de toutes sortes. Ceux qui ont pu échapper aux gigantesques rafles se réfugient dans les ambassades et demandent asile. Le gouvernement en expulse des milliers d'autres. C'est ainsi que débute le grand exil chilien. En dix ans, ils seront deux cent mille, sur une population de dix millions, à quitter le pays, dont vingt mille pour des raisons purement politiques : ces réfugiés sont aujourd'hui répartis dans cinquante pays à travers le monde.⁴

Malgré qu'ils n'aient pas tous été des réfugiés politiques, les émigrants chiliens ont quand même été pour la plupart des victimes de l'installation du régime Pinochet. Il y a le cas de tous ceux qui, touchés par l'épuration destinée à extirper le « cancer marxiste », ont perdu leur emploi de fonctionnaire, d'enseignant, de journaliste, et ainsi été contraints de s'expatrier. Mais il y a aussi ceux, beaucoup plus nombreux, qui ont fait les frais de la politique économique ultra-libérale du gouvernement de droite. Passées les premières années de reprise de la croissance, cette politique a manifesté ses véritables effets : progression du chômage, augmentation de la mortalité infantile, dégradation générale des conditions de vie. Ce que certains économistes avaient vite appelé un miracle s'est révélé au bout du compte une catastrophe.

4. « Deux cent mille Chiliens exilés dans 50 pays », *Le Soleil*, 30 mars 1983.

1. *L'immigration*

Avant 1973, l'immigration chilienne au Québec et au Canada reste minime. Pour l'ensemble du pays, on ne compte que deux mille admissions entre 1963 et 1973. Une certaine proportion de ceux-là sont des Juifs, dont la majorité s'établissent à Toronto, Winnipeg et Vancouver.⁵ 1974 marque le début de la vague d'immigration chilienne, conséquence directe du *golpe* de septembre 1973. (Tableau 3.) Le Canada, il faut le dire, n'a pas spontanément ouvert ses frontières aux réfugiés, malgré l'ampleur du mouvement en leur faveur. Il fallut plusieurs semaines de tergiversations administratives avant que le gouvernement Trudeau n'admette que ces persécutés de gauche étaient véritablement des personnes en danger de mort et que le Canada pouvait montrer à leur endroit la même humanité manifestée antérieurement aux réfugiés hongrois, tchèques et ougandais. On n'émit pas moins des critères d'admission très sélectifs : il fallait que ces réfugiés soient jeunes, scolarisés et adaptables, et qu'ils promettent de ne pas recourir à la violence pour des raisons politiques. Un député conservateur insista même pour qu'on s'assurât de leur « sincérité ».⁶ En dépit de ces hésitations initiales, le Canada a été le pays qui a accueilli le plus de réfugiés chiliens. Il en a même reçu deux fois plus que n'importe quel des quarante-neuf autres pays d'accueil, y compris les pays socialistes.⁷ Entre 1973 et 1976, des milliers de personnes se présentaient chaque mois à l'ambassade canadienne de Santiago pour demander un visa.

La première vague de réfugiés comprenait principalement des cadres de partis et intellectuels de gauche. Après quelques mois commencèrent à arriver des militants de la base et de simples travailleurs. La troisième vague, enfin, qui date de quelques années plus tard, était beaucoup plus composite et sans attache politique déterminée. Pour ce qui est des Chiliens de la première heure, bon nombre de ceux-ci étaient des immigrants économiques que l'on intégrait un peu trop complaisamment dans les quotas établis pour les programmes spéciaux de réfugiés chiliens, donnant ainsi une image positive du Canada, tout en écartant des sujets douteux. Cette accusation est évidemment invérifiable : reste qu'elle circule également parmi les réfugiés d'Amérique centrale.⁸

Nous n'avons pas de données statistiques sur l'origine sociale des réfugiés et immigrants chiliens. Par ailleurs, il semble que la majorité étaient originaires

5. *The Canadian Family Tree*, préparé par le Département de la citoyenneté canadienne du Secrétariat d'État, en coopération avec la Commission du centenaire, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967, pp. 52-53.

6. « Le Chili est discuté à Ottawa », *Le Devoir*, 3 décembre 1973.

7. René MARLEAU, *Ébauche d'une politique québécoise des réfugiés*, Ministère de l'immigration du Québec, 11 octobre 1977.

8. Glen ALLEN, « Latino-Americans : for our newcomers, Montreal is a shock », *The Gazette*, 27 août 1982.

TABLEAU 3

Immigrants et réfugiés chiliens, Canada et Québec, 1973 à 1974.

ANNÉE	ADMISSIONS		RÉFUGIÉS	
	Québec	Canada	Québec	Canada
1973.....	134	pas disponible	11	20
1974.....	672	2 104	369	1 054
1975.....	753	3 127	317	1 587
1976.....	499	2 776	87	1 351
1977.....	426	2 249	141	1 214
1978.....	615	2 043	245	729
1979.....	404	1 310	118	pas disponible
1980.....	379	1 257	111	pas disponible
1981.....	240	1 081	62	pas disponible
1982.....	377	pas disponible	102	pas disponible
TOTAL.....	4 499		1 563	

SOURCE: Chiffres compilés d'après les annuaires statistiques préparés par les ministères fédéral et provincial de l'immigration.

de la région centrale, qui comprend les grandes villes de Santiago, Valparaiso et Vina del Mar. Les autres régions étant trop éloignées de la capitale, et donc de l'ambassade canadienne, elles auraient fourni moins de réfugiés. Néanmoins, un groupe important serait issu de Concepcion, plus au Sud, qui était le berceau du MIR (Movimiento de la Izquierda Revolutionnaria).

Il faut souligner la dispersion des Chiliens dans l'ensemble du Canada. Ce phénomène tient en partie à une politique de « saupoudrage » appliquée par le gouvernement fédéral, mais aussi à l'inexistence d'une véritable communauté chilienne avant 1973, ce qui rendait impraticable le système du parrainage, et difficiles les regroupements. La préférence des Chiliens pour le Québec, dont plusieurs personnes interrogées ont fait état, ne se vérifie pas dans les statistiques. Reste qu'il est une année, 1978, où la proportion d'admissions chiliennes au Québec par rapport au reste du pays a fait un brusque saut. Peut-être faut-il voir là une conséquence de l'entrée en fonction d'un ministre de l'Immigration très concerné par le problème des réfugiés : Jacques Couture. Comme il n'existe pas de données sur la mobilité interprovinciale des immigrants, il est également impossible de vérifier s'il est vrai que beaucoup de Chiliens d'abord installés dans des provinces anglophones ont ensuite déménagé au Québec, et ce pour des raisons d'affinités politiques ou de tempérament. À l'inverse, il pourrait aussi être vrai que d'autres Chiliens d'abord fixés au Québec ont émigré vers l'Ouest, pour des raisons d'ordre économique...

Quoi qu'il en soit, on dénombrait trois mille neuf cents Chiliens au Québec à l'époque du recensement de 1981. Ils représentaient ainsi officiellement le groupe latino-américain numériquement le plus important. Ils formaient aussi le groupe le plus dynamique, le plus structuré et le plus influent de l'ensemble de la communauté latino-américaine, même si ces caractères ont eu tendance à s'atténuer depuis onze ans.

2. *L'installation*

Comme la majorité des immigrants, les Chiliens du Québec sont principalement installés dans la région de Montréal, et comme les Latino-Américains dans leur ensemble, ils sont répartis de telle sorte que l'on ne peut identifier un quartier où ils formeraient une véritable concentration. Ils sont évidemment nombreux sur le Plateau Mont-Royal, mais on les retrouve aussi dans Saint-Henri, Rosemont, Côte-des-Neiges ainsi que sur la rive Sud (particulièrement dans Longueuil). Au début, certaines rues ou même certains immeubles étaient comme de petits ghettos chiliens ; aujourd'hui, avec l'étiollement de la solidarité initiale, ces mini-concentrations n'existent plus.

Les conditions d'arrivée des Chiliens au Québec rendaient difficile leur intégration sur le marché du travail. Les premiers d'entre eux n'avaient souvent même pas choisi le Canada comme terre d'immigration ; très peu savaient qu'on y parlait français. À quelques exceptions près, ceux qui possédaient des compétences, un certain niveau de scolarisation, ont dû recommencer à zéro. Un fonctionnaire à la présidence s'est retrouvé balayeur en usine ; un ingénieur a d'abord été plongeur dans un restaurant, puis chauffeur de taxi. Beaucoup sont retournés aux études.

Aujourd'hui, ceux-là qui avaient une certaine position au Chili ont pour la plupart un emploi convenable, peut-être pas équivalent à celui qu'ils occupaient là-bas, mais qui leur assure néanmoins un niveau de vie supérieur à celui de la majorité des immigrants latino-américains. On retrouve chez les Chiliens un haut fonctionnaire du gouvernement québécois, un réalisateur de télévision, des enseignants au cégep et à l'université, des permanents syndicaux, des médecins, etc. Il semblerait que ces « réussites » se retrouvent surtout dans les rangs des ex-militants du Parti socialiste. Ce parti, qui était un agglomérat de diverses tendances de la gauche chilienne, a rapidement éclaté en multiples sous-groupes ; ses ex-membres ont alors cessé de ne vivre qu'en référence au Chili et se sont donc plus appliqués à s'intégrer à la société québécoise. Par opposition, les militants du Parti communiste, plus sectaires peut-être, ont continué à vivre ici dans l'attente du retour au Chili.

Il reste néanmoins que la majorité des immigrants chiliens ont une place qui n'est pas très différente de celles qu'occupent les Latino-Américains en général. Selon les données du recensement de 1981, 27 % d'entre eux travaillaient

dans l'industrie manufacturière et 15% dans l'hébergement et la restauration. Par contre, cette proportion de 10.5% d'employés des services sociaux et médicaux est la plus élevée de toutes les communautés recensées. Quant au chômage, il affectait, en 1981, 12.9% des Chiliens, un taux légèrement inférieur à la moyenne latino-américaine. Globalement, la communauté chilienne est celle qui a le meilleur niveau d'intégration économique.

3. Une immigration « politique »

Militants au Chili, les premiers réfugiés le restèrent à leur arrivée ici. Dans l'avion qui amenait le premier contingent à Toronto, ils étaient déjà en train de se regrouper en comités et d'élire des porte-parole. Leur première conférence de presse en sol canadien dénonçait certaines des conditions d'accueil qu'on leur avait imposées. Et leurs premiers gestes concrets, sitôt l'installation minimale réalisée, furent pour travailler à la solidarité avec le Chili. Pendant que les partis reconstituaient une Unité populaire en exil, la communauté encore embryonnaire organisait *meetings* politiques, danses, activités culturelles, toutes placées sous le signe de la résistance. Même dans les COFI, où ils étudiaient le français en compagnie d'autres immigrants, les premiers Chiliens se faisaient remarquer par leur capacité d'organisation et leur dynamisme, malgré les réactions parfois négatives que suscitait le caractère politique de leurs interventions.

La politique a donc constitué, pendant les premiers temps de l'exil, le principal facteur de solidarité de ce qui devenait une communauté de plus en plus importante. Tout y conditionnait les Chiliens : leur passé récent, l'urgence de témoigner, mais aussi la culpabilité que ressentaient la plupart. Ils avaient été forcés à l'exil ; mais il était difficile d'admettre que le peuple chilien continuât à se battre et à souffrir la répression, pendant qu'ils étaient à des milliers de kilomètres de là, à apprendre le français aux frais d'un gouvernement étranger. Il n'y avait pas de place pour le désespoir et l'auto-flagellation ; il fallait rester unis et témoigner.

Au fil des mois et des années, il est cependant apparu que cette activité n'était qu'une façade destinée à endiguer le choc de l'exil et à masquer le fait que les Chiliens du Québec n'avaient aucune prise sur l'évolution de la situation chez eux. Une grande partie du travail de l'Association des Chiliens était de nature sociale, mais sa raison d'être officielle demeurait l'encadrement et la réflexion politiques. On organisait des fêtes de solidarité auxquelles pouvaient assister de mille à quinze cents personnes, mais le travail militant n'était le fait que d'une quarantaine de personnes. Un des dirigeants de la communauté à cette époque avoue rétrospectivement que les Chiliens pratiquaient une « solidarité de la *salsa* et de l'*empanada* ». Ce qui importait, c'était d'être ensemble.

La capacité mobilisatrice du facteur politique s'est vraiment effondrée quand les Chiliens de la première vague ont compris que l'exil serait plus long

que prévu et qu'il était temps de défaire les valises. L'effritement de l'unité affichée lors des premières années d'exil n'a fait que renforcer le sentiment que les problèmes du Chili ne se résoudraient pas à distance. Aucun projet politique ne pouvait émerger de discussions stériles où on s'interdisait de réfléchir sur les événements ayant mené à l'instauration de la dictature.

En 1984, la communauté chilienne compte près d'une douzaine de groupes politiques, dont aucun ne mobilise vraiment plus que quelques dizaines de personnes. Mais si la politique a cessé d'être le facteur d'unité premier, cela ne veut pas dire qu'elle ait été tout à fait évacuée du champ des activités des Chiliens de Montréal. De manière ambiguë et détournée, elle continue d'imprégner leur vie. Le soccer, dont certains disent qu'il est devenu le seul intérêt des Chiliens, a ainsi été investi par la politique. Et cela ne tient pas seulement au fait que les quatre clubs se disputent chaque année la coupe Salvador Allende. Dès le départ, les partis ont compris la capacité mobilisatrice du *futbol* et essayé de l'utiliser. Le premier club, Colo Colo, fut ainsi infiltré par les communistes ; en réponse, les socialistes mirent sur pied une autre équipe, les Barrabases. Les deux derniers clubs sont nés de façon plus spontanée. Les matchs disputés au parc Jeanne-Mance ou ailleurs servent néanmoins de support à diverses activités politiques plus ou moins intégrées. Beaucoup d'autres activités sociales et culturelles servent à commémorer un anniversaire ou l'autre. Mais la politique, dans ces diverses manifestations, n'est souvent plus que le prétexte à rencontres entre Chiliens. De la même manière que d'autres communautés se retrouvent à l'église ou au temple le dimanche pour des raisons qui ont peu à voir avec la foi, les Chiliens communient dans le souvenir de l'Unité populaire ou l'attente du renversement de Pinochet.

La réflexion politique toutefois n'est pas morte. Ainsi, Convergence socialiste réunit des intellectuels et ex-militants désireux de sortir des vieux schémas. De plus, un renouveau d'intérêt et de solidarité a été perceptible à partir de l'été 1983, quand l'opposition au régime Pinochet est devenue plus ouverte. Il nous apparaît néanmoins que la politique a épuisé le rôle qu'elle devait jouer. D'abord, il faut se rappeler qu'une proportion importante des immigrants des dernières années n'est pas venue au Québec pour des raisons politiques. Ces Chiliens de la troisième vague ressemblent à tous les immigrants : ils aspirent à se faire une place ici et cherchent à ne pas trop se faire remarquer. Quant aux autres, les sept, huit ou onze années d'exil en ont fait des Chiliens du Québec. S'ils étaient militants au Chili, ils ont pour la plupart cessé de l'être ici, parce que cela ne pouvait être qu'une partie marginale de leur vie, et aussi parce que cela n'avait plus qu'une incidence symbolique ou affective. Ils travaillent — pas tous, il est vrai — ils ont des enfants, qui sont plus Québécois que Chiliens sans doute, et la politique dans leur vie appartient à l'ordre du rituel.

4. *Les Chiliens, le Québec...*

La majorité des Chiliens arrivés au Québec en 1974-1975 ne connaissaient rien de leur nouveau pays. Les plus informés avaient entendu parler du mouvement nationaliste, dont la lutte pour la langue et la culture françaises ne leur apparaissait pas à priori très vitale, au regard de ce qui se passait chez eux. Plusieurs des plus politisés se sont pourtant engagés en faveur du Parti québécois, sinon de façon militante, en tout cas sur un plan personnel. Cette sympathie reposait partiellement sur le besoin de se sentir intégré; parfois aussi, elle pouvait servir d'engagement politique de substitution. Certains Chiliens étaient attirés par le caractère de « parti de masse » du P.Q., d'autres aussi par le côté charismatique du leadership de René Lévesque (répondant peut-être au besoin de « figure paternelle » qui existerait chez les Chiliens). Il faudrait enfin rappeler l'appui accordé par le P.Q. aux luttes chiliennes à l'époque où il était dans l'opposition, un appui qui s'est payé de retour dans certains cas.

La victoire du Parti québécois, en novembre 1976, a suscité une certaine émotion dans la communauté chilienne, rappelant à plusieurs la prise du pouvoir par l'Unité populaire en 1970. Au référendum de 1980, ceux qui en avaient la possibilité ont voté pour le oui. À cette époque toutefois, les illusions sur le caractère « progressiste » du P.Q. s'étaient déjà envolées, et ce vote exprimait plutôt un engagement de nature émotive envers le Québec francophone, auquel la plupart des Chiliens s'étaient intégrés.

L'extrême-gauche québécoise, si active au milieu des années soixante-dix, n'a pas suscité beaucoup d'intérêt ni de sympathie chez les Chiliens. L'alignement de ces partis sur la Chine populaire ne pouvait que choquer des Latino-Américains aux convictions beaucoup plus orthodoxes. On peut aussi penser que ces Chiliens, ayant été au cœur d'une véritable lutte politique dans leur pays, devaient ressentir quelque mépris pour un militantisme de nature aussi fantasmagique.

C'est dans le domaine syndical cependant que les Chiliens ont été le plus à même de mettre à profit leur expérience de lutte. Ce type d'engagement, avec son caractère quotidien et immédiat, était beaucoup plus séduisant qu'une participation à la revendication nationaliste, dans laquelle ils ne pouvaient que jouer les figurants; il permettait par ailleurs aux Chiliens de s'intégrer plus facilement dans leurs milieux de travail. Dans certaines entreprises, la combativité chilienne a constitué un facteur de dynamisation des luttes syndicales: ainsi dans le secteur de l'hôtellerie, et en particulier à l'hôtel Méridien, où des employés chiliens ont été l'élément moteur de la création d'un syndicat indépendant de la fédération américaine, à laquelle les employés adhéraient jusque-là.

Cet activisme — même minoritaire — témoigne-t-il d'une meilleure intégration de la communauté dans son ensemble? Les Chiliens s'accordent en

général pour penser que non. Malgré qu'ils aient peut-être mieux réussi que les autres Latino-Américains, malgré qu'une sympathie réciproque ait pu les lier à une certaine frange de la population québécoise, malgré le temps qui passe et les enfants qui grandissent en Québécois... malgré tout cela, les Chiliens ne se sentent pas intégrés à la société québécoise. Ils continuent de vivre entre Chiliens. La semaine est comme une parenthèse où l'on attend de pouvoir se retrouver avec les compatriotes à la *peña* du samedi ou au match de foot du dimanche. Il est assez fréquent que des Québécois se soient intégrés à un groupe de Chiliens. La réciproque est apparemment l'exception. Les Chiliens ont peur d'être refusés, mal compris. Certains accusent le racisme des Québécois. D'autres, il est vrai, dénoncent le chilo-centrisme de leurs compatriotes.

On fait aussi état d'éléments positifs. Les femmes parlent de leur réalisation en tant qu'êtres humains, libérés de la domination machiste. D'autres disent que le Québec est une société moins hiérarchisée que le Chili, où les rapports humains sont moins empreints de formalisme — tout en étant aussi moins chaleureux.

Il est en fait peu d'exemples de communautés d'immigrants qui se soient rapidement intégrées à une société d'accueil. Le caractère partiellement politique de l'immigration chilienne n'a apparemment rien changé à cette donnée de base. Si les réfugiés étaient plus susceptibles d'ouverture et de compréhension à l'égard du Québec, il faut également dire qu'ils n'avaient pas demandé à immigrer. La majorité d'entre eux ont mis plusieurs années à réaliser qu'ils resteraient ici pour un bon moment. S'intégrer veut aussi dire accepter la société d'accueil. Pour les réfugiés chiliens, cette acceptation équivaut en fait à de la résignation.

5. ... et le Chili

Le désir de rentrer chez eux existe chez la plupart des réfugiés. Exacerbé chez certains, lancinant chez d'autres, il ne les quitte jamais tout à fait. Certains Chiliens rêvent de retourner dans leur patrie enfin libérée du joug des militaires, et d'y faire servir les compétences nouvelles qu'ils ont acquises au Québec, ou celles qu'ils n'ont jamais pu y faire reconnaître. D'autres ont seulement envie de retrouver leur famille, de redonner leur pays aux enfants qui sont nés au Québec ou y ont grandi. D'autres aussi veulent quitter un pays où il fait froid, où les rapports humains sont difficiles.

Si presque tous rêvent de rentrer, il y en a très peu, par contre, qui ne soient pas conscients des difficultés que cela impliquerait: beaucoup pensent à l'éventuelle chute de Pinochet avec un mélange d'enthousiasme et d'anxiété. Les cas d'immigrants qui ratent leur retour au pays natal sont fréquents et connus des sociologues. Les valeurs de l'immigrant changent en cours de route mais aussi celles de la société dans laquelle il essaie éventuellement de se réintégrer —

à moins qu'elles n'aient pas suffisamment changé. Celui qui a été un immigrant en terre étrangère découvre qu'il est maintenant un immigrant chez lui. Et il y a les enfants : ils parlent espagnol, ils sont politisés, ils savent pourquoi leurs parents ont dû quitter le Chili. Mais ces enfants sont aussi des Québécois, quel que soit leur degré d'imprégnation par la culture et les valeurs de leurs parents. L'installation au Chili en ferait des immigrants, à leur tour. Et ce problème déchire les Chiliens qui voudraient rentrer chez eux : ont-ils le droit d'imposer à leurs enfants le même déracinement qu'ils ont subi ?

Pour les Chiliens qui furent forcés de quitter leur pays, la difficulté du retour pourrait se compliquer d'un problème de culpabilité. Culpabilité de celui qui a été en dehors de l'Histoire, qui a échappé à la répression menée contre son peuple, mais aussi à ses luttes. Culpabilité dont témoigne le refus de s'accepter comme immigrants, et qui existe chez la plupart d'entre eux. Cette ambiguïté est-elle destinée à perdurer, à faire des réfugiés chiliens d'éternels insatisfaits assis entre deux chaises, à jamais coupables de ne pas avoir pris la décision de rentrer chez eux ?

Il est impensable que les Chiliens retournent un jour en masse dans leur pays, même après que la démocratie y ait été restaurée. Cette éventuelle chute des militaires pourrait cependant constituer l'événement-choc nécessaire aux Chiliens pour qu'ils acceptent enfin leur situation au Québec. Forcés de prendre ou non la décision de rentrer, ils seraient ainsi amenés — ceux qui resteraient — à intérioriser pour de bon leur statut d'immigrants.

Les Chiliens sont venus chez nous dans des conditions particulières, à la fois plus démunis et plus riches que les autres immigrants en général. Ils étaient peut-être brisés psychologiquement, mais aussi dotés d'une fierté, d'une combativité et d'une capacité d'organisation qui font d'habitude défaut à l'immigrant. Ces qualités sont actuellement en veilleuse. Si jamais l'hypothèque du retour était enfin levée, les Chiliens pourraient devenir l'élément moteur d'un authentique mouvement d'organisation de la communauté latino-américaine dans son ensemble.

C) *Les Colombiens*

La Colombie est un pays d'émigration. Cette tendance, qui remonte à l'époque de la guerre civile des années quarante-cinquante, s'est encore accentuée depuis quelques années, avec la détérioration constante des conditions de vie. La Colombie est potentiellement riche, mais l'histoire lui a laissé en héritage des structures sociales fondamentalement inégalitaires. Le pays produit par exemple du café et des diamants : ces richesses sont cependant concentrées entre les mains d'une grande bourgeoisie qui a lié son sort à celui du capital étranger. La production agricole stagne depuis plusieurs années, le latifundisme l'ayant détournée vers l'exportation.

À ces difficultés structurelles s'en ajoutent d'autres de nature conjoncturelle. Par exemple, une inflation massive qui a été provoquée par la hausse du prix du café au milieu des années soixante-dix, d'où est venu cet afflux de dollars que le gouvernement n'a pas su contrôler. Un autre problème est ce fléau que constitue le trafic de la drogue. La marijuana et la cocaïne rapportent annuellement deux milliards de dollars, sur lesquels le gouvernement n'a pas le moindre contrôle. Ce trafic ajoute également aux déséquilibres économiques et sociaux : les agriculteurs abandonnent les cultures vivrières pour celle, plus rentable, de la marijuana, et les pêcheurs délaissent leurs filets pour devenir contrebandiers.⁹

La pauvreté des campagnes a contribué à une urbanisation disproportionnée : le pays compte dix-huit villes de plus de cent mille habitants. Cet entassement est générateur de misère et de violence. La condition des « gamins » de Bogota est connue dans le monde entier : chaque année, sept mille enfants sont abandonnés dans la capitale par des parents incapables d'assurer leur subsistance. Le taux de mortalité infantile est de 97‰, ce qui n'a rien de surprenant si l'on considère que, dans les grandes villes, huit cent mille familles vivent dans la rue cependant que huit cent mille autres habitent des maisons insalubres. Dans ces conditions, 50% de la population n'a pas accès aux services de santé.¹⁰ De tels chiffres expliquent un taux de criminalité particulièrement élevé : en 1979-1980, une famille sur trois aurait eu un de ses membres attaqué ou volé sur la rue, cependant que Bogota détiendrait le record mondial d'homicides pour une année.¹¹

Ce bref portrait de la situation socio-économique de la Colombie explique en grande partie le phénomène de l'émigration. Dans le courant de la dernière décennie, près d'un million de Colombiens sont allés chercher un sort meilleur au Vénézuéla voisin. Ils constituent, avec les Dominicains, les Équatoriens et les Antillais, une population parasite qui reçoit les miettes du festin pétrolier... ou de ce qu'il en reste puisque le Vénézuéla est lui aussi en pleine crise depuis 1982. Néanmoins, la vie dans les *ranchitos* de Caracas est, paraît-il, meilleure que dans les misérables quartiers du sud de Bogota.¹²

Il n'y a pas que le Vénézuéla pour attirer l'émigration colombienne. Les États-Unis ont reçu une grande partie de cette diaspora, qu'elle soit clandestine ou pas. L'immigration en Amérique du Nord n'a toutefois pas le même caractère que celle qui s'est fixée au Vénézuéla, plutôt composée de paysans sans terre ou de membres du sous-prolétariat urbain. Aux États-Unis et au

9. Bernard CASSEN, « Colombie : des lézards dans la façade démocratique », *Le Monde diplomatique*, novembre 1977, p. 17.

10. Marcel NIEDERGANG, « La Colombie en état de siège », *Le Monde*, 12 juin 1979.

11. Marcel NIEDERGANG, « La Colombie s'estime menacée », *Le Monde*, 21-22 février 1982.

12. Marcel NIEDERGANG, *op. cit.*, 1979.

Canada, on retrouve parmi la diaspora colombienne des artisans, des petits commerçants et des ouvriers spécialisés : une petite-bourgeoisie qui, en Colombie, se butait à l'archaïcité des structures sociales et a imaginé que l'Amérique lui fournirait la chance que cette société bloquée lui refusait.

1. *L'immigration*

C'est en 1973 que l'immigration colombienne vers le Québec, jusque-là réduite à quelques dizaines de personnes par année, décolle vraiment en atteignant les trois cents nouveaux arrivants. (Voir le tableau 2.) La comparaison avec les données canadiennes fait ressortir que cette immigration se fixe au Québec dans une proportion qui voisine annuellement les 35%. Deux raisons peuvent expliquer cette préférence. D'abord, le français est enseigné à l'école en Colombie. L'autre explication possible tient à la présence chez ces immigrants d'un fort noyau de gens originaires de la province d'Antioquia, dont la capitale, Medellin, possède un important secteur du textile. Beaucoup des premiers immigrants colombiens étaient effectivement des ouvriers du textile, venus au Québec à l'époque où cette industrie était encore florissante, tel ce groupe de vingt-cinq familles installées à Louiseville par la Dominion Textile en 1973 (et que l'on a voulu renvoyer dans leur pays en 1975, ce qui a déclenché une longue campagne de protestation qui a finalement eu gain de cause). Cette province d'Antioquia, au centre du pays, parce que c'est une région à la fois riche et à l'économie instable, fournit peut-être le plus important contingent d'immigrants au Québec. Les villes de Bogota, Quindio, Manizales et Risaralda, presque toutes situées dans le Centre-Ouest du pays, sont les autres points de départ.

Pour la plupart, ces Colombiens qui débarquent au Québec étaient chez eux ouvriers spécialisés, techniciens, mécaniciens. Depuis quelques années, par suite des restrictions américaines sur l'immigration, on voit arriver plus de professionnels. La plupart sont médecins : ils viennent ici parce que les salaires sont plus élevés que dans leur pays. En dehors des professionnels, le niveau de scolarité de ces immigrants n'est pas très élevé. La plupart des hommes n'ont qu'une cinquième année primaire. Les femmes semblent être plus instruites, tout en n'ayant pas souvent de réelles qualifications. Elles arrivent souvent les premières, travaillant d'abord comme domestique, tout en faisant des efforts pour trouver un emploi à leur mari. L'immigration colombienne est ainsi majoritairement féminine : de 1968 à 1981, la proportion est de quatre-vingt-six hommes pour cent femmes. Notons enfin que les immigrants colombiens sont jeunes, pour la plupart entre vingt-cinq et quarante ans. Ce sont des gens qui avaient une certaine expérience de travail, mais qui ont choisi de quitter leur pays parce qu'il n'y avait aucune chance d'avancement. Il existe de plus vieux immigrants, mais ils ne viennent au Québec que pour retrouver une famille déjà installée.

2. L'installation

En dehors d'une petite colonie en Mauricie, la très grande majorité des Colombiens du Québec sont installés à Montréal. La plupart se retrouvent dans le quartier Saint-Louis, bien qu'il existe également une plus petite concentration à Longueuil. Sans doute parce que la communauté colombienne est jeune, et d'un niveau de scolarité très moyen, on ne remarque pas encore cette progression vers d'autres secteurs de la ville, qui caractérise déjà, par exemple, les Chiliens.

Hormis quelques ouvriers très spécialisés, les immigrants colombiens se retrouvent, en arrivant ici, obligés de s'intégrer au secteur de la main-d'œuvre à bon marché. Dans une proportion de près de 50%, cela veut dire le secteur de l'industrie manufacturière : vêtement pour dames, textile, bonneterie, etc. Le reste se partage entre les différents types de *trabajo chiquito* : service domestique, restauration, hôtellerie, etc. Les femmes font aussi beaucoup de travail à la pièce. Quant aux illégaux — qui pourraient être au moins aussi nombreux que les immigrants légaux — on les retrouve évidemment surtout dans les « petites jobs », où ils sont plus sévèrement traités que les autres immigrants, n'ayant aucun moyen de pression ou de revendication à leur disposition.

Malgré la crise économique, malgré la dureté des conditions de travail qui leur sont faites, il semble que les Colombiens ont résisté relativement longtemps au chômage. On peut évidemment penser que c'est parce qu'ils sont prêts à occuper des emplois dont les Québécois ne voudraient pas, ou qu'ils œuvrent dans des secteurs où l'on donne la préférence à des travailleurs comme eux, qui n'ont qu'une faible capacité revendicatrice. Un autre facteur est l'existence, chez les Colombiens, d'un réseau de solidarité qui leur permet d'être au courant de toutes les ouvertures possibles. On dit que les Colombiens sont les plus débrouillards de tous les Latino-Américains, ceux qui savent le mieux tirer parti des ressources communautaires et administratives. Malgré cette disposition, la crise a fini par les rejoindre. Les nombreuses fermetures d'entreprise dans l'industrie manufacturière les ont grandement affectés. En 1981, le taux de chômage parmi les Colombiens était de 12.6% ; il est certainement beaucoup plus élevé en 1984.

En dehors des travailleurs et de quelques professionnels — un médecin par hôpital, nous a-t-on dit, vingt-cinq, selon le recensement — la communauté colombienne ne comprend pas encore de couche intermédiaire très significative. Nous avons parlé de techniciens, mécaniciens et ouvriers spécialisés, il faut aussi citer quelques petits propriétaires d'établissements commerciaux, tels qu'agences de voyage, discothèques et restaurants.

L'existence d'une mafia de la drogue, qui serait le secteur économique le plus dynamique chez les Colombiens, est un sujet contesté. Il est connu que la Colombie est la plaque tournante du trafic de la drogue en Amérique du Sud et

que la mafia colombienne est de plus en plus active aux États-Unis, plus particulièrement en Floride. Mais sur le rôle que joue la communauté colombienne dans le trafic de la drogue au Québec, les avis diffèrent considérablement. Chez les Colombiens même, on parle d'une pègre locale très entreprenante, à laquelle participeraient beaucoup de jeunes. Des sources policières soutiennent par contre qu'il ne se trouve ici que quelques gros revendeurs assurant le relais avec la Floride et la Colombie. La pègre colombienne joue dans une certaine mesure un rôle social au sein de l'immigration : on sait, par exemple, que c'est grâce à elle que beaucoup d'immigrants ont pu entrer illégalement au Canada, ou même ont pu acquérir un statut légal sous de fausses représentations. Mais il est encore trop tôt pour établir une comparaison avec le rôle que jouait la mafia aux débuts de l'immigration italienne aux États-Unis. Le sujet est neuf, et trop délicat.

3. Une communauté informelle

Les Colombiens forment une communauté au sens large du terme. Ils ont en commun une langue, une religion, des valeurs, des intérêts. Ces quelques paramètres leur permettent de s'identifier, de se reconnaître, de partager des moments de leur vie d'immigrants, et aussi d'assurer ce minimum de solidarité qui rend l'exil moins difficile, qui aide à trouver du travail mais aussi à résoudre les problèmes personnels et familiaux. Cette solidarité de base est pour l'instant le seul véritable élément d'existence d'une communauté. Au sens strict du terme, il n'y a pas de communauté colombienne, c'est-à-dire de groupe possédant une véritable conscience de soi, et qu'il puisse utiliser pour se faire reconnaître de l'ensemble de la collectivité québécoise afin de promouvoir ses intérêts propres.

À travers les entrevues réalisées avec des personnes-ressources de la communauté, on retrouve une constante : ce portrait du Colombien du Québec comme un individu « pas intéressé », « pas politisé », « venu ici uniquement pour travailler ». Il est vrai que l'immigration colombienne est de nature strictement économique, qu'il n'est pas de cause immédiate qui puisse les stimuler très fort, comme c'est le cas pour les Chiliens ou les Haïtiens. Il est vrai que les immigrants récents, obsédés à juste titre par la recherche de l'emploi et par la réussite sociale, préfèrent généralement éviter toute situation les mettant en évidence.

Ce qui existe de vie communautaire colombienne se résume à quelques activités culturelles et sportives, dont le club de football Arrieros est un des principaux points de repère. Une association colombo-québécoise n'a eu ici qu'une existence éphémère, en tentant par exemple de tisser des liens entre les communautés. Quant au Collectif d'information sur la Colombie (CICOL), il est formé de jeunes, pour la plupart étudiants, qui ne sont pas très représentatifs

de leur milieu : le petit bulletin qu'ils publient ne traite que de la Colombie, dont la situation politique n'intéresse pas beaucoup les immigrants en général — ce qui a été illustré par le faible taux de participation lors de la dernière élection présidentielle, en mai 1982.

Il existe quand même des liens très forts entre les immigrants et leur pays. Les Colombiens retournent fréquemment chez eux : ceux qui en ont la possibilité matérielle vont chaque année passer leurs vacances là-bas, malgré le coût du déplacement. Une enquête menée auprès de travailleuses a même fait ressortir une surprenante donnée : il n'est pas rare que des femmes retournent passer plusieurs mois chez elles, y restant aussi longtemps que possible sans risquer de mettre en danger leur statut d'immigrante reçue au Canada.¹³

Le phénomène des retours permanents semble moins fréquent. Ceux qui le tentent reviennent souvent au Québec après un an ou moins. Cette donnée recoupe ce que l'on sait des immigrants en général : le retour au pays est un geste voué à l'échec et beaucoup décident finalement de tenter leur chance une nouvelle fois. L'idée d'un *ritorno* définitif, dans un avenir lointain, semble quand même une constante de la psychologie de l'immigrant colombien : ce phénomène des retours de quelques mois l'atteste assez bien.

La communauté colombienne du Québec est assez jeune : la majorité des immigrants sont ici depuis moins de douze ans. C'est un groupe qui se situe encore au bas de l'échelle sociale et qui a peu de perspective d'amélioration prochaine de son sort. Malgré que la plupart d'entre eux aient appris le français et que leurs enfants aillent à l'école française, les Colombiens se sentent encore en marge. Ils se plaignent d'une relative indifférence de la majorité francophone à leur endroit.

Les enfants, qui parlent presque tous le québécois sans accent, ne manifestent pas encore le désir de rejeter les valeurs de leurs parents, ce qui peut être observé dans beaucoup d'autres groupes ethno-culturels. Ces jeunes Colombiens parlent encore espagnol entre eux et fréquentent les boîtes et discothèques où l'on entend la musique latino-américaine.

Certes, l'influence de la société nord-américaine commence à être perceptible chez les immigrés. Au sein de la famille, les valeurs évoluent. On fait moins d'enfants : trois semble être le nombre maximum, alors qu'en Colombie, les familles de dix ou douze sont encore nombreuses. Il y a aussi les rapports entre l'homme et la femme qui changent. Ce n'est pas souvent admis, pas explicite, mais néanmoins inévitable.

Malgré ce changement graduel de valeurs, les Colombiens apparaissent dans l'ensemble repliés sur eux-mêmes, incertains de leur place dans la société

13. Cecilia MILLAN, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, 1983, (document manuscrit).

québécoise. Il n'est pas possible de décrire leur situation par le terme de ghetto, qui implique un minimum d'organisation ou de structures : rien de tel n'existe chez les Colombiens. C'est une position assez schizoïde que la leur. S'il nous faut pronostiquer sur l'avenir de cette communauté, nous croyons que l'intégration des Colombiens à la société québécoise ne pourra se faire que dans la mesure où leur appartenance au groupe plus large des Latino-Américains se concrétisera. L'adhésion à une identité plus vaste dans ses significations est la seule voie qui puisse leur permettre la reconnaissance de la part de la majorité québécoise.

*
* *
*

Les Latino-Américains sont dans l'ensemble fonctionnellement intégrés à la majorité francophone. Certains pour des raisons d'affinités ; la plupart parce qu'ils habitent des quartiers à dominante francophone, ou qu'ils sont venus s'installer au Québec après l'adoption des lois 22 et 101. Cela signifie-t-il pour autant qu'ils soient intégrés au Québec français ?

Un élément joue certes en faveur d'une meilleure intégration des Latino-Américains : le fait qu'ils ne se soient pas constitués en ghetto (même si, par ailleurs, cela nuit à leur unité). Dispersés dans l'ensemble de la ville, ils sont moins exposés au danger du repli sur le groupe. Il est ainsi pratiquement impossible pour un Latino-Américain de vivre exclusivement dans sa langue, comme cela se voit dans certaines familles italiennes ou grecques. Les contacts avec les francophones — ou les anglophones — sont ainsi rendus obligatoires.

Mais la pratique de la langue du pays d'accueil n'est qu'une partie du processus d'intégration. Celui-ci suppose une véritable ouverture au groupe dominant, une certaine perméabilité à ses valeurs. De ce côté-là, il est encore trop tôt pour vérifier jusqu'où ira la capacité d'intégration des Latino-Américains. On l'a vu, les Chiliens ont souvent manifesté une certaine forme d'intérêt pour les enjeux sociaux et politiques du Québec. À l'opposé de cette attitude, les Colombiens, et avec eux la plupart des immigrants des autres nationalités, ont tendance à rester en marge. Ils partagent cette peur qui est commune aux immigrants de fraîche date en général, la peur de s'exposer à des ennuis avec l'administration s'ils se mêlent de politique. Leur intérêt pour la chose s'éveillera bien au bout de quelques années, mais pour rester confinée au domaine privé.

Il faut quand même signaler qu'il existe une section latino-américaine au comité des minorités du Parti québécois, et qu'elle n'est pas composée que de Chiliens. Les gens qui y militent sont certainement habités par un désir de participer à la lutte nationale. En même temps, leur motivation est probablement intéressée, relevant d'un désir de s'assurer dès maintenant qu'un éventuel

Québec indépendant sera une voix pour l'Amérique latine sur la scène internationale.

Plus que tout autre groupe à son arrivée au Québec toutefois, les Latino-Américains jouissaient au départ d'une sympathie certaine de la part d'une frange de la population québécoise. Qu'ils n'aient pas formé de ghetto, que leur présence ne soit pas trop visible, qu'ils ne soient pas allés du côté de la minorité anglophone, tout cela joue aussi en leur faveur et leur évite de susciter cette méfiance que se sont attirée d'autres groupes ethniques. Il n'existe en principe aucun préjugé défavorable concernant les Latino-Américains. Ce capital de base joue dans le sens d'une meilleure intégration. Mais est-il suffisant pour aider les Latino-Américains à trouver leur place ici? Pour l'instant, ces immigrants de la onzième heure se plaignent du manque de curiosité des Québécois à leur égard, du manque de chaleur des gens en général. Certains se sentent les otages du conflit linguistique: ils regrettent que l'apprentissage de l'anglais ne leur soit pas facilité tout autant que celui du français, même s'ils peuvent comprendre le pourquoi des lois sur la langue.

L'adaptation est évidemment plus facile pour les jeunes: du fait que les Latino-Américains sont disséminés en divers quartiers, leurs contacts avec les francophones sont plus fréquents. Ils parlent un français généralement supérieur au *street english* plutôt pauvre qu'utilisent entre eux les jeunes Italiens ou Grecs. Dans l'ensemble, les Latino-Américains vivent quand même sur la périphérie de la société québécoise. Ils occupent les emplois dévolus aux immigrants de fraîche date et sans compétence particulière. Leur vie sociale, malgré qu'elle échappe au piège du ghetto, reste généralement confinée au réseau des relations et activités du groupe (ou des groupes).

L'immigration latino-américaine est jeune, et il ne faut pas se surprendre qu'elle occupe une position marginale. Il nous semble toutefois que ces quelques éléments énumérés ici pourraient signifier que la communauté s'intégrera beaucoup plus vite que la plupart des autres grandes immigrations qui l'ont précédée. Cette intégration risque toutefois de se faire aux dépens de l'identité latino-américaine. Si les Péruviens, Boliviens, Guatémaltèques, Chiliens, etc. n'arrivent pas à se doter d'un sens de la communauté plus actif et valorisant, la « latino-américanité » risque de ne plus être à long terme au Québec qu'une curiosité exotique, comme le quartier chinois ou le *Beergarten*...

Jean-Pierre GOSSELIN

*Institut québécois de recherche
sur la culture.*